



Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie

29 | 2000
Varia

Diderot et la lutte parlementaire au temps de l'*Encyclopédie*

Young-Mock Lee



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rde/98>
DOI : 10.4000/rde.98
ISSN : 1955-2416

Éditeur

Société Diderot

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2000
ISSN : 0769-0886

Référence électronique

Young-Mock Lee, « Diderot et la lutte parlementaire au temps de l'*Encyclopédie* », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie* [En ligne], 29 | 2000, mis en ligne le 18 juin 2006, consulté le 23 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/rde/98> ; DOI : 10.4000/rde.98

Propriété intellectuelle

Diderot et la lutte parlementaire au temps de l'*Encyclopédie*

La période pendant laquelle se déroule la publication des 17 volumes du texte de l'*Encyclopédie** correspond à peu près à celle où la lutte politique entre les parlements et la royauté atteint son apogée¹. Réveillés en 1749 d'une torpeur de deux décennies par la recrudescence des refus de sacrement, les magistrats de différents parlements livrent avec intransigeance des combats pour, déclarent-ils, défendre la liberté gallicane et préserver la monarchie contre la « tyrannie des ministres ». Aussi obtiennent-ils le reniement du caractère de « loi de l'Église de l'État » de la Constitution *Unigenitus* et la suppression de la Compagnie de Jésus. En revanche, leur prétention politique, devenue de plus en plus précise et exigeante, entraîne le revirement de la royauté vers une grande fermeté. Ainsi le roi rappelle, dans la fameuse séance dite de « Flagellation » de mars 1766, que le pouvoir législatif lui appartient exclusivement, et procède à la réorganisation du Parlement qui aboutit au « coup d'État » de Maupeou.

Pendant ce temps-là, Diderot ne se tient pas à l'écart des événements contemporains. Au contraire, il participe activement au déroulement de la lutte, malgré la charge écrasante de directeur de l'*Encyclopédie*. Ou plutôt grâce à elle, car son arme la plus efficace, ce sont les articles de ce grand *Dictionnaire*. Notre but dans cet article est de montrer quelle est la position

* Cet article, ainsi que celui qui suivra, reprennent une partie de ma thèse, soutenue le 2 juillet 1999 à l'Université Paris 7 — Denis Diderot et intitulée *Principes de la pensée politique de Diderot au temps de l'Encyclopédie (1745-1765)*.

1. Paolo Alatri, dans son étude intitulée « Parlements et lutte politique en France au XVIII^e siècle » (SVEC, n° 151, 1976, p. 77), résume l'importance de ce conflit dans ces termes : « [...] il est pratiquement impossible de comprendre la dynamique de la lutte politique en France au XVIII^e siècle si l'on ne tient pas compte du rôle qu'y jouèrent les parlements. [...] l'axe de cette lutte politique [est] représenté justement par le conflit qui opposait les parlements et le pouvoir central. Et du moins, les principaux aspects de l'histoire française au XVIII^e siècle font partie du conflit long et tenace que mènent les cours souveraines contre le gouvernement ».

qu'il a prise dans cette lutte et d'essayer d'expliquer les raisons de cette prise de position. Car, à notre avis, la compréhension de la nature et de l'étendue de l'engagement du philosophe dans la lutte politique de son temps est la clef pour la compréhension de sa pensée politique, du moins au temps de l'*Encyclopédie*.

En effet, c'est sur la conception que Diderot s'est faite de la fonction politique du Parlement et de la notion des « lois fondamentales », que divergent le plus les avis de ceux qui ont étudié sa pensée politique.

Jacques Proust, dans son ouvrage fondamental qui nous a servi de référence principale, estime que, dans la période encyclopédique, Diderot ne voyait pas dans le Parlement un corps politique, mais simplement un « gardien de contrat ». Il écrit :

Pour Diderot, le Parlement n'est que le gardien du contrat passé entre le peuple et le souverain. Son rôle strict est de veiller à ce que les conditions générales du pacte de soumission soient remplies, à ce que, par exemple, le Prince ne modifie pas à sa guise les règles de la succession au trône. Il n'est pas question ici, comme chez Pufendorf, de lois fondamentales que le Prince se serait engagé à respecter par une promesse particulière, et dont le Parlement surveillerait l'application².

Selon l'auteur, « les lois de la nature et de l'État », ou les « conditions » du contrat de soumission, qui devraient borner l'autorité du prince, n'ont pas, dans l'article AUTORITÉ POLITIQUE plus que dans d'autres écrits de la même période, de contenus bien précis. Il affirme qu'« en fait, Diderot ne reconnaît de loi fondamentale, au sens *politique* du terme, que la loi de succession dynastique »³. La loi fondamentale, telle que la conçoit Diderot dans l'article, ne serait qu'« un cadre purement *juridique*, dans lequel l'autorité *politique* est confiée, pleine et entière, et jusqu'au pouvoir de légiférer inclusivement, à la personne souveraine »⁴. Le roi, n'étant ligoté par aucune condition précise sauf celle qui régit l'ordre de la succession, « peut tout, parce qu'il est l'interprète de la volonté de tous »⁵. En un mot, pour J. Proust, « Diderot est, sans contestation possible, un absolutiste, au moins dans toute la période de rédaction de l'*Encyclopédie* »⁶.

2. Jacques Proust, *Diderot et l'Encyclopédie*, rééd. Albin Michel, 1995, « Annexe V », note 90, p. 584.

3. *Ibid.*, p. 433.

4. *Ibid.*, p. 380.

5. *Ibid.*, p. 432.

6. *Ibid.*, p. 432.

John Lough, de son côté, propose une lecture un peu différente. Ses études⁷ ont établi que notre encyclopédiste était loin d'être indifférent à l'actualité politique de son temps, contrairement à ce que certains présumaient jadis. L'auteur a démontré de façon tout à fait convaincante que Diderot « s'est rangé du côté des parlements dans leur lutte contre la monarchie absolue »⁸. Nous nous engagerons ici dans la voie ouverte par J. Lough qui a proposé de « considérer l'article [AUTORITÉ POLITIQUE] dans le contexte de la lutte entre les parlements et la monarchie »⁹ et nous démontrerons que la prise de position de Diderot était nettement manifestée dès l'article AUTORITÉ POLITIQUE.

1. « Alliance » avec les jansénistes ?

Alliance entre l'encyclopédiste et les jansénistes ? L'idée paraîtra forcément paradoxale. Dès les *Pensées philosophiques*, Diderot ne cache pas son mépris pour ces « fanatiques », non seulement pour les convulsionnaires de Saint-Médard, mais aussi pour Pascal¹⁰. Dans l'*Encyclopédie* même, Diderot traite comme des aliénées mentales, voire de simples fourbes, le dernier carré des « sœurs » convulsionnaires, partisans du « secours meurtrier »¹¹. Enfin, la *Suite de l'Apologie* se termine par une accusation en règle contre les troubles causés par les jansénistes, que l'auteur juge comme pires que les protestants¹². Du côté adverse, les *Nouvelles ecclésiastiques*, organe clandestin du mouvement janséniste, n'épargnaient pas leurs efforts pour dénoncer les méfaits des Lumières en

7. John Lough, *Essays on the « Encyclopédie » of Diderot and D'Alembert*, Londres, Oxford University Press, 1968. Voir aussi son article sur « Les idées politiques de Diderot dans l'*Encyclopédie* », publié dans l'ouvrage collectif, *Thèmes et Figures du Siècle des Lumières*, Genève, 1980, p. 137-146.

8. J. Lough, art. cit., p. 144.

9. *Ibid.*, p. 138.

10. *Pensées philosophiques*, § LIII-LIV, *O. Ph.*, p. 42-43 ; § XIV, p. 15.

11. L'article PYTHAGORISME ; DPV, t. VIII, p. 212.

Pour le mouvement des convulsionnaires et son évolution, voir Catherine-Laurence Maire, *Les Convulsionnaires de Saint-Médard : miracles, convulsions, et prophéties à Paris au XVIII^e siècle*, Gallimard/Juliard, 1985, et du même auteur. *De la cause de Dieu à la cause de la Nation : le Jansénisme au XVIII^e siècle*, Gallimard, 1998. Ce dernier ouvrage, excellent à tout point de vue, a été une aide précieuse pour notre travail.

Pour le rapport général entre les philosophes et les jansénistes, nous renvoyons à Monique Cottret, *Jansénisme et Lumières : pour un autre XVIII^e siècle*, Albin Michel, 1998.

Nous regrettons de n'avoir pas pu tirer parti des informations réunies par Jean Sgard dans son récent article « Diderot vu par les *Nouvelles ecclésiastiques* », RDE, n° 25, 1998, p. 9-19. Nous espérons que notre étude apportera quelques ébauches de réponse aux questions posées dans son article.

12. *Suite de l'Apologie de M. l'abbé de Prades*, § XVII, DPV, t. IV, p. 367-368.

général et, plus particulièrement, elles semblent avoir fait de la suppression pure et simple de l'*Encyclopédie* un de leurs principaux objectifs¹³. A cela, D'Alembert répond en invitant le gouvernement et les magistrats à sévir plus « efficacement contre ce ramas insipide & scandaleux d'absurdités & de mensonges », d'ailleurs illégal¹⁴. Cependant, derrière cette hostilité publiquement affichée, nous croyons pouvoir démêler en filigrane quelques traces de ménagements réciproques et même de coopérations, comme s'il y avait eu une « convention tacite » entre les deux partis. Notre propos est de suivre ces traces et d'en expliquer la raison. Pour cela, nous procéderons en remontant le temps.

Articles du tome VIII

L'article JÉSUISTE¹⁵ figure dans le tome VIII de l'*Encyclopédie*, mis à la disposition du public au début de l'année 1766 avec les 9 autres derniers volumes du texte. L'article lui-même semble avoir été rédigé en 1762¹⁶. En tout cas, il est postérieur au 6 août 1762 et antérieur au 26 novembre 1764, date de la publication de l'édit royal supprimant la Compagnie de Jésus dans le royaume de France¹⁷.

Quant au contenu de l'article, on peut en prévoir le ton général à la seule lecture du deuxième paragraphe où Diderot donne les sources de ses informations :

13. Voir J. Lough, *op. cit.*, p. 350-360.

14. Dans l'article ECCLÉSIASTIQUE, adj., ENC, t. V, p. 223. D'Alembert a également rédigé l'article CONVULSIONNAIRES, s.m.pl. (*Hist. eccl.*), où il les considère comme une « secte de fanatiques » et souligne la divergence entre eux et « les plus sensés d'entre les Jansénistes » (ENC, t. IV, p. 171).

Voir aussi l'article de Diderot : « * HEBDOMADAIRE, adj. (*Gram.*) de la semaine ; ainsi des nouvelles *hebdomadaires*, des gazettes *hebdomadaires*, ce sont des nouvelles, des gazettes qui se distribuent toutes les semaines. Tous ces papiers sont la pâture des ignorants, la ressource de ceux qui veulent parler & juger sans lire, & le fléau & le dégoût de ceux qui travaillent. Ils n'ont jamais fait produire une bonne ligne à un bon esprit ; ni empêcher un mauvais auteur de faire un mauvais ouvrage ». ENC. t. VIII, p. 75 ; DPV, t. VII, p. 359-360. Les *Nouvelles ecclésiastiques* étaient précisément une de ces « nouvelles hebdomadaires ».

15. L'article JÉSUISTE, s.m. (*Hist. ecclés.*), ENC, t. VIII, p. 512-516 ; DPV, t. VII, p. 463-477.

16. Jacques Proust estime, avec raison, que cet article est « écrit dans l'euphorie de la victoire d'août 1762 » (*op. cit.*, p. 494). L'arrêt du parlement de Paris supprimant cette Société est rendu le 6 août 1762. Nous trouvons dans le texte de cette phrase : « Lisez l'ouvrage intitulé les Assertions, & publié *cette année 1762*, par arrêt du parlement de Paris... » (p. 473).

17. Pour le déroulement du procès de la Compagnie de Jésus, nous renvoyons à trois ouvrages principaux : Jean Egret, *Louis XV et l'opposition parlementaire*, p. 86-89 ; Jean Lacouture, *Jésuites : une multibiographie*, ch. XIV, « La corrida des Lumières », t. I, p. 533-581 ; C. Maire, *De la cause de Dieu...*, ch. XXI, « Port-Royal et la Compagnie de Jésus : deux figures politiques », p. 495-519.

Nous ne dirons rien ici de nous-mêmes. Cet article ne sera qu'un extrait succinct & fidèle des comptes rendus par les procureurs généraux des cours de judicature, des mémoires imprimés par ordre de parlements, des différents arrêts, des histoires, tant anciennes que modernes, & des ouvrages qu'on a publiés en si grand nombre dans ces derniers temps¹⁸.

Il reprend « fidèlement » tous les chefs d'accusation que les divers parlements ont déjà formulés avant lui. Tous les crimes imaginables sont imputés à la Compagnie, du vol à l'irréligion, en passant par la pédérastie, la magie et l'homicide¹⁹. Les principaux reproches sont pourtant les suivants : caractère despotique de leur Constitution, projet de domination universelle, régicides. La Compagnie de Jésus aurait pour objet principal l'instauration d'une sorte de « monarchie universelle » ; pour accomplir cette ambition, elle se serait intérieurement dotée d'une Constitution « despotique » sans égale et n'aurait jamais hésité, extérieurement, à perpétrer des régicides toutes les fois qu'il l'aurait fallu.

Examinons d'abord cette accusation de régicide. Diderot rapporte l'attentat de Damiens dans les termes suivants :

En 1757, un attentat parricide est commis contre Louis XV, notre monarque, & c'est par un homme qui a vécu dans les foyers de la Société de Jésus, que ces pères ont protégé, qu'ils ont placé en plusieurs maisons ; & dans la même année ils publient une édition d'un de leurs auteurs classiques, où la doctrine du meurtre des rois est enseignée. C'est comme ils firent en 1610, immédiatement après l'assassinat de Henry IV : mêmes circonstances, même conduite²⁰.

Là aussi, il suit la version des faits avancés par les parlementaires jansénistes. En réalité, ce n'est pas à cause de l'enseignement des pères Jésuites ni, encore moins, à leur instigation, mais plutôt sous l'influence des parlementaires parisiens chez lesquels il avait servi comme domestique, que cet « esprit dérangé » a commis cet acte maladroît et incompréhensible.

18. Article JÉSUITE, p. 463.

Les principales sources dont Diderot précise le titre sont les suivantes : *Compte rendu des constitutions des Jésuites*, publié en 1762 par La Chalotais, procureur général du roi au parlement de Bretagne (p. 473) ; *Extraits des Assertions dangereuses et pernicieuses en tout genre que les soi-disant Jésuites ont, dans tous les temps et persévèrement, soutenues, enseignées et publiées dans leurs livres, avec l'approbation de leurs Supérieurs et Généraux. Vérifiées et collationnées par les commissaires des Parlements, en exécution de l'arrêté de la Cour du 31 août 1761*, Paris, P-G. Simon, 1762 (p. 473) ; *Abrégé hist. de la C.D.J.* qui semble faire partie de l'*Arrêt du parlement de Paris* du 6 août 1762 (p. 464 et 468).

19. *Ibid.*, p. 473.

20. *Ibid.*, p. 471-472.

Sur l'affaire de Damiens, voir Pierre Chevallier, *Les Régicides : Clément, Ravaillac, Damiens*, 1989, III^e Partie, « La tentative contre Louis XV », p. 289-388, et Pierre Rétat (sous la direction de) *L'Attentat de Damiens : Discours sur l'événement au XVIII^e siècle*, 1979.

Parmi ses derniers maîtres figurent Bèze de Lys, « l'un des plus fougueux conseillers des Enquêtes » chez qui il travaillait « au plus fort de la crise des refus de sacrement »²¹, Clément de Feillet, Rolland de Challerange ou Lambert, tous militants actifs pour la cause parlementaire. Ceux-ci avaient vraiment de quoi s'inquiéter. Témoin ce pamphlet antijésuite, écrit vraisemblablement par l'avocat troyen Jean Grosley, « alors très lié avec le milieu des avocats jansénistes parisiens » :

Les courtisans, les évêques et les Jésuites se sont réunis pour crier de toutes parts, que l'attentat commis sur la personne du Roi était l'effet qu'auraient produit les diverses remontrances du Parlement en échauffant les têtes sur le despotisme du gouvernement, sur l'excès des impôts, sur les désordres de l'État. Ils en concluent qu'il doit être privé du droit de faire des remontrances, puisque par l'abus qu'il en fait en exagérant les objets, il ne sert plus qu'à inspirer la rébellion²².

L'enjeu politique de l'affaire est clairement indiqué. Or, ce ne sont pas seulement « les courtisans, les évêques et les Jésuites » qui soutenaient cette thèse. Les observateurs plus neutres, en tout cas moins directement intéressés, constatent la même chose. Par exemple, dans la *Gazette d'Utrecht* du 30 mai 1757, nous lisons :

Des personnes qui prétendent être informées du contenu, disent qu'on y [*i. e.* dans les *Pièces originales* du procès] verra des choses fort extraordinaires, par lesquelles il est prouvé, que le fanatisme seul a porté ce malheureux au crime dont il s'est rendu coupable. Sur quoi on observe que Damiens était un de ces esprits ardents susceptibles de prendre les impressions les plus fortes ; que semblable à ces illuminés, en qui naissent les idées les plus bizarres, ou à ces politiques outrés qui se passionnent sans raison ni discernement pour les intérêts des Puissances, il saisissait avec chaleur tout ce qu'il entendait dire sur les affaires du Parlement et sur les disputes qui y avaient du rapport ; que comme ces matières faisaient le sujet assez ordinaire de la conversation dans quelques maisons où il servait, les propos de ce genre dont il avait les oreilles si souvent rebattues lui échauffaient le cerveau au point qu'il s'abandonnait aux emportements les plus excessifs et aux discours les plus audacieux²³.

21. P. Chevallier, *op. cit.*, p. 328-332. L'auteur mentionne également un certain « officier de Madame la dauphine, le sieur Lepaige » (p. 331). Est-ce bien Louis-Adrien Le Paige, personnage mystérieux et presque mythique que nous allons retrouver à plusieurs reprises au cours de notre enquête et dont le rôle d'« éminence grise » ou de « dramaturge secret » dans la lutte parlementaire est enfin clairement établi grâce à l'étude de C. Maire ? A notre connaissance, cet avocat au Parlement de Paris et bailli du Temple n'a jamais exercé la fonction d'« officier de la dauphine », et il n'a qu'une sœur. S'agirait-il alors d'un de ses parents plus ou moins proches ?

22. Pierre-Jean Grosley, *Lettre d'un patriote où l'on rapporte les faits qui prouvent que l'auteur de l'attentat commis sur la vie du roi a des complices et la manière dont on instruit son procès*, s.l.n.d., p. 58. Nous reproduisons le texte cité par C. Maire, *op. cit.*, p. 500.

23. Texte cité par P. Rétat, *op. cit.*, p. 210. Nous en modernisons l'orthographe.

Néanmoins, comme l'écrit C. Maire, « les symboles vont s'avérer plus forts que les faits » : « la mémoire accuse les Jésuites et, à la faveur des circonstances, c'est elle, avec son cortège d'images venues du passé, qui va l'emporter »²⁴. Ainsi, le roi rappellera, en septembre 1757, le Parlement de Paris dont la plus grande partie des membres ont démissionné depuis le mois de décembre de l'année précédente par mesure de protestation contre la déclaration royale dite de Discipline du 10 du même mois²⁵. Et les Jésuites subiront le sort que nous leur connaissons, de plus en plus discrédités par une série d'événements fâcheux : l'affaire des missions du Paraguay, l'attentat contre le roi du Portugal et, enfin, la banqueroute du père Lavalette, qui a fourni l'occasion tant rêvée aux parlementaires jansénistes d'en finir, une fois pour toutes, avec leurs ennemis jurés.

Diderot ignorait-il cette « vérité » sur l'affaire Damiens ? Cela semble hautement improbable. Il est vrai que le nom de ce dernier ne figure que dans sa lettre à Sophie Volland du 15 octobre 1760, soit trois ans et demi après son exécution. De plus, il est cité simplement comme un exemple de l'énergie de l'âme, en dehors de toutes conséquences politiques immédiates²⁶. Mais, nous avons d'autres écrits de sa main qui témoignent de son grand intérêt pour le déroulement de la lutte antijésuite, non seulement en France mais aussi à l'étranger. Il tient son amie au courant des nouvelles concernant la Compagnie qui viennent du Portugal, dans ses lettres datées respectivement du 15 octobre 1759, du 12 et du 19 octobre 1761. Dans cette dernière lettre, il écrit :

Le Malagrida a été en effet supplicié comme faux prophète, par une sentence de l'Inquisition. On dit que le procès des autres se poursuit. On en brûlera tant qu'on voudra ; pourvu qu'on n'en condamne aucun comme coupable de régicide, la Société s'en souciera comme d'un zeste²⁷.

On voit que Diderot était parfaitement conscient du fait que le moyen le plus efficace de se débarrasser des Jésuites consistait à les accuser de régicide. C'est, à notre avis, la raison pour laquelle Diderot fait écho, dans l'article JÉSUISTE, à la thèse parlementaire. Car, au moment de la rédaction

24. C. Maire, *op. cit.*, p. 500-501.

25. J. Egret, *op. cit.*, p. 79-86.

26. « Lettre à Sophie Volland, du 14-15 octobre 1760 », LEW, t. IV, p. 896.

Dans les *Mélanges pour Catherine II*, Diderot écrit : « Si j'avais quelque chose à demander au ciel contre un souverain oppresseur des peuples, je lui dirais : « Rends-le plaisant ; fais qu'en nous écrasant, il se moque encore de nous. L'homme peut supporter le mal, mais il ne saurait supporter le mal et le mépris. tôt ou tard une ironie amère est répliquée par un coup de poignard, et un coup de poignard qui tue, car on sait que celui qui blesse ne part que de la main d'un sot et ne produit aucun effet ». Diderot Œuvres, éd. Laurent Versini (LV), t. III, LV, t. III, p. 348.

27. « Lettre à Sophie Volland, du 19 octobre 1761 », LEW, t. V, p. 644-645.

de cet article, le coup de grâce n'était pas encore tombé. Diderot croyait, en recevant l'arrêt du Parlement de Paris du 6 août 1762, que viendrait « immédiatement après, un édit du roi confirmatoire des arrêts du Parlement »²⁸. Or, nous savons que cet édit ne viendra que plus de deux ans après. En attendant cet édit, Diderot rédige cet article pour enfoncer définitivement le clou, en ne sachant quand son écrit verrait le jour, mais tout prêt à le publier²⁹.

La collaboration de l'encyclopédiste à l'affaire des Jésuites ne prouve pas, peut-être, son adhésion personnelle aux thèses des parlementaires jansénistes ni, encore moins, sa sympathie pour les jansénistes. D'abord, c'est à son corps défendant qu'il agit ainsi : après l'attentat de Damiens, tous les dévots, tant du côté des Jésuites que du côté des jansénistes, ont accusé les philosophes d'avoir, par leur détestable doctrine et par leurs écrits subversifs, armé le bras du coupable³⁰. Cette accusation entraîna la Déclaration royale du 16 avril 1757 qui prévoyait même la peine de mort contre les auteurs, les imprimeurs et les vendeurs des « écrits tendant à attaquer la religion, à émouvoir les esprits, à donner atteinte à notre autorité et à troubler l'ordre et la tranquillité de nos États »³¹. Imputer l'attentat à la doctrine régicide des Jésuites, c'est pour les philosophes une manière de se discupler et de proclamer l'innocuité de leurs écrits. Ensuite, il fait de la suppression de la Compagnie son affaire personnelle. Nous savons avec quel acharnement les Jésuites et, en particulier, leurs journalistes de Trévoux ont œuvré pour la suppression de l'*Encyclopédie*. Cela explique le fait qu'il commence la lettre que nous venons de lire, par ces phrases : « Voilà, mon amie, le billet d'enterrement des Jésuites [...] Me voilà délivré d'un grand nombre d'ennemis puissants »³². Enfin, dans l'article même, Diderot ne cache pas son mépris pour les jansénistes, ces « implacables & tristes ennemis » des Jésuites, qu'il qualifie également « d'honnêtes fanatiques » et de « sombres enthousiastes »³³. Il nous semble même certain qu'il a espéré faire d'une pierre deux coups, car la chute d'un des deux frères ennemis entraînera nécessairement celle de l'autre :

Ce qu'il y a de plaisant, c'est la bonne foi avec laquelle ces jansénistes triomphent de leurs ennemis. Ils ne voient pas l'oubli dans lequel ils vont

28. « Lettre à Sophie Volland, du 12 août 1762 », LEW, t. V, p. 712.

29. Voici le début de la « Lettre à Voltaire du 29 septembre 1762 » : « Non, très cher et très illustre frère, nous n'irons ni à Berlin ni à Petersbourg achever l'*Encyclopédie* ; et la raison, c'est qu'au moment où je vous parle on l'imprime ici et que j'en ai des épreuves sous mes yeux. Mais, chut ! » LEW, t. V, p. 769.

30. Pierre Grosclaude, *Un audacieux message : l'Encyclopédie*, p. 81.

31. J. Egret, *op. cit.*, p. 84.

32. *Ibid.*, p. 710.

33. Article JÉSUITE, p. 470 et p. 474.

tomber. C'est la fable des deux chevrons arc-boutés et en querelle sur le faite de la maison. Le maître, impatienté de leur mésintelligence, abattit l'un, et l'autre tomba. Les évêques mécontents entendent bien mieux leur affaire³⁴.

Cette prédiction, partagée par D'Alembert³⁵, s'avéra judicieuse.

L'article, publié trop tard, n'aura pas l'impact politique immédiat que son auteur en escomptait. Il n'en reste pas moins vrai que, par là, il a contribué à affermir le pouvoir politique des Parlements, même si on admet l'explication de J. Proust selon laquelle la principale raison de son action est à chercher dans son désir d'assurer l'absolutisme de l'État³⁶. Du reste, les quelques libertés qu'il prend à l'égard des jansénistes s'expliquent, nous semble-t-il, par le fait qu'un grand nombre de parlementaires, surtout en province, restaient indépendants de l'influence janséniste. Il semble avoir voulu dissocier la cause parlementaire de la cause janséniste. Cette démarche est constante à partir de la *Suite de l'Apologie*, où il a répondu à l'attaque de l'évêque d'Auxerre en lui opposant la conception parlementaire du pouvoir politique³⁷.

L'article *JANSÉNISME, qui figure dans le même tome VIII, a une allure très objective. Diderot résume, sans se ranger ouvertement dans aucun parti, l'histoire de la querelle depuis la publication de l'*Augustinus* de Jansénius en 1640 jusqu'à la bulle *Vineam Domini sabaoth* du pape Clément XI, publiée le 15 juillet 1705. La bulle *Unigenitus* est à peine mentionnée dans le dernier paragraphe, et les troubles religieux et politiques qu'elle a provoqués et continue de provoquer ne sont pas rapportés. Il respecte donc la consigne donnée par Malesherbes, qui lui a demandé de retirer l'article CONSTITUTION UNIGENITUS de l'abbé Mallet qui devait figurer dans le tome IV³⁸.

Ce silence sur l'affaire contemporaine, pas plus que sa neutralité apparente, n'empêche Diderot de dévoiler son sentiment personnel. Car, dans le fond, la querelle qui se déroule au XVIII^e siècle répète peu ou prou celle du siècle passé. Sur le plan théologique, la polémique autour de

34. « Lettre à Sophie Volland, du 12 août 1762 », LEW, t. V, p. 711.

35. D'Alembert, *La Destruction des Jésuites en France*, dans *Œuvres de D'Alembert*, Paris, 1821 ; Slatkine Reprints, Genève, 1967, t. II, p. 70-71 : « Bientôt le nom des jansénistes sera oublié, comme celui de leurs adversaires est proscrit ; la destruction des uns et la disparition des autres ne laisseront plus de traces qui les rappelle [sic] ; cet événement, comme tous ceux qui l'ont précédé, sera effacé et enseveli comme ceux qui suivront ; et il en restera tout au plus cette plaisanterie française, qui le chef des Jésuites est un capitaine réformé qui a perdu sa compagnie ».

36. J. Proust, *op. cit.*, p. 494.

37. *Suite de l'Apologie*, § XI, DPV, t. IV, p. 351-352.

38. *Ibid.*, p. 493. Voir aussi Joseph Le Gras, *Diderot et l'Encyclopédie*, 1928, p. 93 et Jean Haechler, *L'Encyclopédie : Les combats et les hommes*, 1998, p. 185-186.

l'Augustinus se résume dans cette interrogation : « ceux qui sont appelés *jansénistes* [...] sont-ils des calvinistes honteux ou, à l'inverse, de fidèles lecteurs de saint Augustin, cherchant à répondre tout à la fois aux protestants et aux molinistes dans le plus pur esprit de la Contre-Réforme tridentine ? »³⁹. Dans un cadre juridique et formel, le débat se concentre sur la « distinction entre le droit et le fait ». Comme l'explique C. Maire, « le pape condamne en Droit, les jansénistes répondent sur le Fait, tout en protestant de leur orthodoxie : les Cinq Propositions peuvent bien être hérétiques, elles ne sont pas dans Jansénius »⁴⁰. Les disputes occasionnées par le *Nouveau Testament en français accompagné de Réflexions morales* de Quesnel et par sa condamnation se dérouleront suivant le même schéma.

Par ce fond polémique s'explique la démarche adoptée par notre encyclopédiste pour analyser les Cinq Propositions en question. Premièrement, il rapporte, à la lettre, chaque proposition condamnée, en latin et en français. Deuxièmement, il vérifie si celle-ci se trouve « mot pour mot » dans l'ouvrage de Jansénius : la première proposition et la première partie de la quatrième seraient « un fait », c'est-à-dire que l'on peut les lire effectivement dans l'ouvrage en question ; pour les autres, elles ne seraient pas conçues dans les mêmes termes ni dans les mêmes sens que ceux de Jansénius. Troisièmement, il la compare tantôt avec le dogme orthodoxe, tantôt avec les points de vue hérétiques de Luther et de Calvin, et parfois avec les deux. Or, la distinction entre le fait et le droit ne suffit pas pour disculper entièrement Jansénius, puisqu'il y a des propositions qu'on trouve effectivement dans son ouvrage. Aussi se surajoute une autre distinction : celle du double sens. C'est par là que Diderot résume la querelle :

Ce fut alors qu'on fit la distinction du double sens des propositions de Jansénius, l'un qui est le sens vrai, naturel & propre de Jansénius, & l'autre qui est un sens putatif & imaginé. On convint que les propositions étaient hérétiques dans le sens putatif & imaginé par le souverain pontife, mais non dans leur sens vrai, propre & naturel⁴¹.

Quelle pourrait être l'impression qu'auraient les lecteurs d'aujourd'hui après s'être donné la peine de lire cet article rempli de termes ardu ? C'est que les deux partis adverses se sont battus pour rien, si le salut de l'âme pouvait jamais n'être que rien. C'est peut-être ce que Diderot a voulu démontrer, et ce qu'ont effectivement soutenu les jansénistes depuis le début de la querelle. Ils affirment, depuis Nicole et Arnaud, la fidélité de

39. C. Maire, *op. cit.*, p. 11.

40. *Ibid.*, p. 12.

41. Article * JANSÉNISME, s. m. (*Hist. ecclés.*), ENC, t. VIII, p. 448-450 ; DPV, t. VII, p. 451.

Jansénius à la doctrine de saint Augustin et, par conséquent, à l'orthodoxie chrétienne. Sur le plan purement doctrinal, leurs adversaires n'auraient donc rien à leur reprocher. Tout en affectant une distance critique face à la querelle du siècle passé, l'encyclopédiste semble donc avoir voulu prêter un appui aux jansénistes.

En effet, la méthode comparative que Diderot adopte dans l'analyse des Cinq Propositions est exactement la même que celle des jansénistes. En 1653, ces derniers répondent à la condamnation du pape par la publication de la *Distinction abrégée des Cinq Propositions*, dit l'*Écrit à trois colonnes*. « Trois colonnes », parce que les auteurs, Noël de Lalane et Claude Girard, « explicitent les différents sens des propositions condamnées selon qu'elles sont entendues par les disciples de saint Augustin, par les hérétiques ou par les pélagiens »⁴². Soixante ans plus tard, l'« académie théologique » des jansénistes reprend la même démarche vis-à-vis de la bulle *Unigenitus*. Elle publie, en 1713, *La Constitution Unigenitus en quatre colonnes*, appelée *Tétraples* et qui deviendra *Hexaples* en 1721. Dans ce dernier ouvrage, la première et la deuxième colonne reproduisent, en latin et en français, les cent une propositions condamnées de Quesnel. La troisième est consacrée aux citations des Pères qui ont été « soigneusement contrôlées par les docteurs de Sorbonne ». La quatrième est consacrée aux passages des Écritures. La cinquième expose la justification de Quesnel par lui-même. Enfin, « en contrepoint et comme en miroir », la doctrine des casuistes est rappelée dans la sixième⁴³.

Aussi bien dans le fond que dans la forme, Diderot adopte donc la même stratégie que celle des jansénistes. Dans l'article, Diderot laisse entendre que la meilleure solution du problème est de ne pas donner lieu à de nouvelles polémiques, en faisant observer un « silence respectueux », comme l'a fait le pape Clément IX dans le siècle passé. C'est aussi ce que voulaient les parlementaires jansénistes au début des années 1750. La querelle provoquée par la bulle *Unigenitus* est entrée à partir de la fin de 1732 dans une phase d'accalmie, après la résistance acharnée du Parlement contre la Déclaration royale du 24 mars 1730 qui donna à la bulle le titre de « loi de l'Église et de l'État »⁴⁴. Elle reprend en 1749 par la systématisation des « refus de sacrements » et l'exigence nouvelle des « billets de confession », pratiquées avec un zèle plus prononcé dans le diocèse de Paris. Ainsi sont réunies les conditions d'une rentrée en scène du Parlement

42. C. Maire, *op. cit.*, p. 30.

43. *Ibid.*, p. 98-99.

44. Voir J. Egret, *op. cit.*, p. 17-33. La bulle *Unigenitus* est publiée par le Pape Clément XI à Rome le 8 décembre 1713 et enregistrée le 15 février 1714 par le Parlement de Paris sans l'approbation et sur l'injonction impérieuse de Louis XIV. Elle est devenue une loi de l'Église et de l'État par la Déclaration royale du 24 mars 1730.

de Paris. Il entre en action à partir de la fin de l'année 1750. Avec de multiples remontrances, arrêts, arrêtés, modifications ajoutées à l'Enregistrement et aussi avec des poursuites judiciaires contre les auteurs du refus de sacrements, y compris l'archevêque de Paris, il agit, selon l'expression d'un des dirigeants du mouvement, « avec la plus grande vigueur, pour défendre les droits du Roi contre les prétentions intolérables du Clergé, pour s'opposer au despotisme le plus outré de la part des Ministres »⁴⁵. Aux Remontrances d'avril 1753⁴⁶ et à la suspension de son service ordinaire, Louis XV répond par un coup d'autorité. Dans la nuit du 8 au 9 mai, quatre magistrats sont arrêtés et envoyés en prison d'État⁴⁷. Cent soixante-seize autres membres des sept Chambres des Enquêtes et des Requêtes sont exilés dans sept villes différentes⁴⁸. Quelques jours plus tard, la Grand'Chambre, d'ordinaire plus docile mais qui, cette fois, refuse de reprendre le service, est transférée à Pontoise. Pendant ce long exil qui durera plus d'un an, les négociations se poursuivent par l'intermédiaire du Prince de Conti entre le roi et les parlementaires. Le chef de file de ces derniers et le principal animateur de la ligne dure était Durey de Meinière, dans l'ombre de qui Le Paige était, selon l'estimation de C. Maire, « présent dès l'origine de la crise »⁴⁹. Le conflit s'achève par la Déclaration royale du 2 septembre 1754, qui ordonne le silence autour de la bulle *Unigenitus* et commet le Parlement pour réprimer toutes les infractions à cette loi⁵⁰. Mais cette « loi de silence » n'empêche pas le Parlement de poursuivre son offensive. Fort de ces succès récents, il s'en prend à la Bulle elle-même. Tout en essayant de rabattre les prétentions politiques du Parlement, le roi va de concession en concession dans le domaine religieux. Il en résulte la lettre encyclique *Ex omnibus* du

45. *Lettre d'un de Messieurs des Enquêtes aux Magistrats de Grand'Chambre, transférés à Pontoise*, 10 juillet 1753. Nous citons le texte publié par J. Egret, *op. cit.*, p. 62. J. Egret estime que cette lettre est de Durey de Meinières. Or, ce dernier était, à l'époque, un des plus proches amis de Le Paige qui, de son propre aveu, a composé, c'est-à-dire mis en forme, tous les ouvrages de celui-ci. Voir C. Maire, *op. cit.*, p. 418.

46. C'est par la participation à la rédaction de ces Remontrances que Le Paige fait la première rencontre avec les principaux meneurs de l'opposition. Pendant l'exil qui en fait la suite, il assoira définitivement son autorité sur eux. *Ibid.*, p. 414-415.

47. De ce nombre était Bèze de Lys, dont l'arrestation a mis fin aux deux années de service de Damiens chez lui.

48. C'est à Bourges que les protagonistes sont exilés. Là se forme la « Chambre noire », une sorte d'Académie, où ils organisent les « Conférences sur le droit public » et préparent leur contre-offensive, avec une collaboration étroite de Le Paige. Maire, *op. cit.*, p. 416-417.

49. *Ibid.*, p. 417.

50. Dans les coulisses de tractations relatives au projet de cette Déclaration, on constate encore la présence de Le Paige. Dans sa « Huitième lettre pacifique », rédigée pour cet effet, il rappelle les bienfaits de la « paix clémentine » pour les jansénistes du xvii^e siècle, tout comme Diderot le fait dans son article. *Ibid.*, p. 446.

16 octobre 1756⁵¹, et, enfin, la Déclaration royale du 10 décembre qui retire à la bulle *Unigenitus* la « dénomination, le caractère et les effets de règle de foi ». Malgré ce triomphe, les magistrats du Parlement de Paris présentent leur démission pour protester contre une autre Déclaration du même jour, dite de « discipline ». Et nous en avons vu la suite.

L'article * JANSÉNISME est précédé de l'astérisque, tandis que l'article JÉSUISTE ne l'est pas. On sait que l'utilisation de cette signature n'est plus systématique à partir du tome VIII. Les articles marqués de cette façon, comme d'ailleurs ceux rédigés par Diderot en général, commencent brusquement à se raréfier à partir de tome IX, pour disparaître définitivement après l'article * MARBREUR DE PAPIER, le seul ainsi marqué par le tome X⁵². La raison de cette disparition a été expliquée par J. Proust : au fur et à mesure de son désistement du rôle d'éditeur en faveur du chevalier de Jaucourt, Diderot ne sentait plus le besoin de signer ses articles⁵³. A partir de ce constat, nous pouvons former une hypothèse : l'astérisque ne pourrait-il pas servir de critère dans la datation de ses articles à partir du tome VIII ? Ceux marqués par cette signature auraient déjà été prêts pour être publiés dans le tome VIII qui aurait probablement vu le jour dans la première moitié de l'année 1759, sans la crise que nous connaissons⁵⁴. Les articles JÉSUISTE, INTOLÉRANCE et JOUISSANCE, que nous pouvons dater avec plus de précision, corroborent notre hypothèse⁵⁵. Il est donc probable que l'article * JANSÉNISME ait été rédigé très tôt, même avant la Déclaration royale du 10 décembre 1756. Car, par cette déclaration, l'article a perdu une bonne part de son actualité et, par ailleurs, si l'article avait été postérieur à cette date, Diderot n'aurait eu aucune raison de garder

51. Les termes en ont été longuement délibérés entre Versailles et Rome. Elle affirmait l'obligation pour tout chrétien, sous peine de « mettre en danger son salut éternel », d'accepter la bulle *Unigenitus* mais les derniers sacrements ne seraient refusés qu'aux « pécheurs publics et notoires » (J. Egret, *op. cit.*, p. 71). Le Paige n'était pas étranger à ces tractations non plus, bien que le résultat ne dût pas s'avérer à la hauteur de son attente. En effet, son ami Le Febvre de Saint-Hilaire obtint, le 7 décembre 1756, la suppression de cette lettre encyclique comme ayant été imprimée sans permission, ce qui provoque la réaction immédiate du roi. C. Maire, *op. cit.*, p. 454.

52. Nous nous appuyons sur les « Listes des articles » établies par J. Proust et J. Lough, DPV, t. V, p. 131-220.

53. J. Proust, *op. cit.*, p. 131-134.

54. Le 23 janvier 1759 l'arrêt du Parlement de Paris ordonne la suspension de l'*Encyclopédie*. Le 8 mars, l'arrêt du conseil du roi révoque le privilège.

55. L'article INTOLÉRANCE est postérieur à la lettre que Diderot adresse à son frère le 29 décembre 1760 (J. Proust, *op. cit.*, p. 496). L'article JOUISSANCE reprend un passage de l'épître dédicatoire, non publiée, du *Père de famille*, paru en 1758. J. Proust et J. Lough estiment que le manuscrit de l'épître est antérieur de quelques années à la rédaction de l'article (DPV, t. VII, p. 541, note 1). En revanche, l'article * HOBBISSME, selon R. Derathé (Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps, Paris, PUF, 1950 ; réimpr. Vrin, 1992, p. 103, note 1), est rédigé avant 1760.

le silence sur l'affaire contemporaine. Si nos conjectures sont justes, nous pouvons conclure que, par cet article, Diderot a voulu participer au débat de son temps, en soutenant les parlementaires jansénistes.

Certes, les circonstances n'expliquent pas tous les motifs du philosophe. La liberté de conscience et, plus particulièrement, celle de culte sont de ces valeurs suprêmes pour lesquelles il lutte à travers toute l'entreprise. L'article INTOLÉRANCE, également publié dans le tome VIII, résume ses idées sur ce sujet. Il déploie, avec un brio magistral, toutes ses connaissances théologiques pour montrer qu'« il est contraire à la religion de contraindre à la religion »⁵⁶. Surtout, il pose la question selon un point de vue nouveau, c'est-à-dire sous le rapport entre la tolérance civile et le contrat politique⁵⁷. Il dit : « S'il suffisait de publier une loi pour être en droit de sévir, il n'y aurait point de tyran »⁵⁸. Et il demande encore :

Si un prince incrédule a un droit incontestable à l'obéissance de son sujet, un sujet mécréant a un droit incontestable à la protection de son prince. C'est une obligation réciproque. Si le prince dit que le sujet mécréant est indigne de vivre, n'est-il pas à craindre que le sujet ne dise que le prince infidèle est indigne de régner ?⁵⁹

Comme J. Proust le remarque judicieusement, la force de l'argument est dans la généralité même. Le principe s'applique « quelle que soit la religion du prince et de ses sujets, et même si les uns ou les autres sont athées ». Pourtant, comment ne pas se souvenir, à la lecture de ces lignes, des troubles qui ont jalonné l'Histoire de la France pendant les deux siècles : des Guerres de Religion au récent attentat de Damiens, en passant par la révocation de l'Édit de Nantes, manifestation par excellence de l'intolérance civile de la tyrannie ? Cet article est un avertissement solennel adressé au roi : l'intolérance civile entraîne nécessairement la dissolution du corps politique et menace la vie même du souverain. Décidément, on ne peut séparer l'homme d'action d'avec le philosophe chez Diderot.

Pour finir, nous devons relire l'article * IMPROBATION sur lequel J. Lough a attiré notre attention⁶⁰. Dans cet article de « grammaire », l'encyclopédiste traite un sujet politique d'une actualité brûlante et d'une importance décisive : celui de l'enregistrement libre des édits que les Parlements

56. L'expression est de Tertullien qu'il cite en latin. Article INTOLÉRANCE, s. f. (*Morale*), ENC, t. VIII, p. 843-844 ; DPV, t. VII, p. 541-542.

57. Voir l'analyse de J. Proust, *op. cit.*, p. 496.

58. Article INTOLÉRANCE, p. 544.

59. *Ibid.*, p. 546.

60. Article * IMPROBATION, IMPROUVER (*Gram.*), ENC, t. VIII, p. 630 ; DPV, t. VII, p. 510. J. Lough, « Les idées politiques de Diderot dans l'*Encyclopédie* », publié dans l'ouvrage collectif, *Thèmes et Figures du Siècle des Lumières*, Genève, 1980, p. 142-144.

considéraient comme une des lois fondamentales de la monarchie. Il écrit en précisant le nom de l'auteur qu'il cite :

M. Duguet dit de certains édits qu'on apporte quelquefois aux parlements pour être enregistrés, que les juges n'opinent alors que par un morne & triste silence, & que la manière dont ils enregistrent est le sceau de leur *improbation*.

J. Lough a établi qu'il s'agit d'un passage de l'*Institution d'un prince, ou Traité des qualités, des vertus et des devoirs d'un souverain*, ouvrage posthume de Jacques-Joseph Duguet (1649-1733), publié en 1739⁶¹. Ce passage se trouve dans le chapitre VII qui porte sur les « Règles à observer dans l'établissement des nouvelles [lois] », de la seconde partie de l'ouvrage ⁶². L'éditeur affirme dans sa « Préface » qu'il est écrit à la demande de « Monseigneur le Duc de Savoie Victor-Amédée, depuis Roi de Sardaigne » pour « l'Éducation du Prince de Piémont son fils, frère aîné du Roi de Sardaigne d'aujourd'hui »⁶³. C. Maire estime qu'il a été rédigé vers 1715⁶⁴. Malgré le caractère purement théorique de l'ouvrage dont la principale référence est la Bible, et qui s'abstient de parler des événements contemporains, il n'est pas exclu de penser que le passage fait allusion à l'enregistrement forcé de la bulle *Unigenitus* du 15 février 1714. Aussi comprenons-nous mieux les réactions opposées, mais toutes passionnées, des contemporains lors de la publication de cet ouvrage, rapportées par J. Lough. Pourtant, l'importance de ce « janséniste notoire » ne vient pas seulement de cet ouvrage. Loin s'en faut, car Duguet est au cœur du mouvement janséniste du siècle, même au-delà de sa mort. En 1685, cet oratorien rejoint, avec Pasquier Quesnel, le grand Arnaud à Bruxelles où ce dernier s'est réfugié depuis 1680. Rentré de ce court exil, il commence vers 1700 à donner un petit séminaire privé qui s'élargit vers 1710 avec la participation des jeunes théologiens, élèves du séminaire oratorien de Saint-Magloire. Il a assuré ainsi la continuité entre les derniers amis de Port Royal et le « parti janséniste » du XVIII^e siècle. Ce groupe de Saint-Magloire constitue un véritable « bureau politique » du mouvement. C'est là que sont prises, en parfaite concertation avec Duguet, toutes les décisions relatives à l'organisation de la résistance contre la bulle *Unigenitus*, y compris l'Appel de 1717. Mais, par-dessus tout, c'est sur le plan « idéologique » que réside l'importance de Duguet et des théologiens de

61. *Institution d'un Prince ou Traité des qualités des vertus et des devoirs d'un souverain*, Leide, Chez Jean & Herman Verbeek, 1739, 4 vol. La page de titre ne comporte pas le nom de l'auteur, mais l'éditeur précise dans la préface que l'ouvrage est de Duguet.

62. *Ibid.*, partie II « Des Devoirs du Prince, par rapport au Gouvernement Temporel », chap. VII, article II, § 9 ; t. II, p. 151.

63. *Ibid.*, « Préface de l'éditeur », t. I, p. 3-5.

64. C. Maire, *op. cit.*, p. 87.

Saint-Malgoire. Ils ont élaboré pour leur cause une philosophie de l'histoire et une ecclésiologie de résistance : le « figurisme » et le « témoignage de la vérité ». Le Paige transformera cette théologie de l'histoire en une théorie de la résistance politique.

Les contemporains bien informés, surtout les Magistrats jansénistes, auraient sûrement considéré cet article comme expression de soutien à la cause parlementaire. La citation de Duguet y est précédée de cette phrase : « Un prince corrompu par la flatterie qui se récrie avec admiration sur tout, regarde le silence d'un homme de bien comme une *improbation* secrète, & celui-ci se trouve à la longue disgracié pour s'être tu, comme il l'eût été pour avoir parlé »⁶⁵. Diderot oppose donc la flatterie des courtisans à la « résistance respectueuse » du Parlement. Là encore, il est fidèle à l'esprit de l'auteur. En effet, Duguet met constamment le prince en garde contre le « pouvoir arbitraire » d'un ministre qui veut « régner sous le nom de son maître ». Pour savoir s'il ne s'est pas trompé lui-même, ou s'il n'a pas été « surpris » par ses ministres dont les « vues particulières » sont souvent « opposées au bien public », le prince « consent que les Juges du plus célèbre Tribunal de son État n'enregistrent les Lois qu'il leur adresse, qu'après un examen respectueux, mais libre & sincère »⁶⁶. Et cet enregistrement libre est la véritable preuve de l'autorité du prince :

Il n'y a donc rien qui marque mieux qu'un Prince gouverne par lui-même, que la liberté qu'il laisse à des Juges supérieurs de prendre connaissance des Lois qu'il leur adresse, & d'examiner si ses intérêts, qui sont ceux de la Justice & de l'État, n'y sont point blessés : car il est évident dès lors, qu'il veut être instruit de tout, qu'il est en garde contre les surprises, & qu'il ne veut pas qu'on abuse de son nom & de son pouvoir, pour établir rien d'injuste⁶⁷.

Cet argument est inlassablement repris par les parlementaires. Nous l'avons déjà vu utilisé dans la lettre de Durey de Meinières. Le Paige écrit pour sa part que « Le monarque s'assurait par-là avec l'examen et le consentement libre du Parlement qu'il ne s'était pas trompé ou qu'un favori peut-être trompé lui-même ne l'avait surpris »⁶⁸. L'article PARLEMENTAIRE résume l'idée dans cette formule significative : « pour le roi, contre le roi ». L'auteur anonyme de l'article, qui est probablement Diderot selon J. Lough, écrit :

65. Article * IMPROBATION, DPV, t. VII, p. 510.

66. Duguet, *op. cit.*, partie II, chap. VII, art. II, § 7 ; t. II, p. 149.

67. *Ibid.*, § 14 ; t. II, p. 154.

68. Le Paige, *Lettres historiques sur les fonctions essentielles du Parlement, sur le droit des pairs et sur les lois fondamentales du royaume*, Amsterdam, 1753-1754, t. I, p. 87. Nous reproduisons le texte cité par C. Maire, *op. cit.*, p. 432.

C'est dans les troubles de l'état celui qui est attaché au parti du parlement contre celui de la cour. Alors il s'agit des intérêts de la nation que le parlement & le roi veulent, mais qu'ils entendent mal l'un ou l'autre. Pour l'ordinaire, lorsqu'il y a deux factions, la faction des *parlementaires* & la faction des royalistes, les premiers pourraient prendre pour devise *pour le roi, contre le roi*⁶⁹.

Après avoir examiné ces quelques articles du tome VIII ainsi que des articles et écrits analysés par J. Lough, force nous est de souscrire à sa conclusion, quitte à apporter quelques précisions : « Bien avant le coup d'État de Maupeou et malgré les critiques qu'il ne cessait de leur prodiguer Diderot s'est rangé du côté des parlements dans leur lutte contre la monarchie absolue »⁷⁰. Si le soutien de Diderot à la cause parlementaire est indubitable, il convient maintenant de savoir comment les parlementaires jansénistes ont interprété les idées politiques de l'*Encyclopédie* et, en particulier, celles de Diderot.

Crise de 1759

Le coup de couteau de Damiens crée une ambiance très hostile aux philosophes, qui aboutit à la Déclaration impitoyable du 16 avril 1757. Les écrits de leurs ennemis foisonnent, dont la satire de Jean-Nicolas Moreau qui a donné aux philosophes le surnom inoubliable de *Cacouacs*. Dans ce milieu trouble, le tome VII paraît en novembre 1757, avec un succès plus que considérable. Proportionnellement redouble le zèle antiphilosophique. C'est dans ce climat de tension qu'Helvétius publie son ouvrage *De l'esprit*, le 16 juillet 1758. La sanction est immédiate. Malgré les rétractations « pitoyables » du maître d'hôtel ordinaire de la Reine, les ennemis ne lâchent pas prise. Pour eux, le lien entre l'ouvrage d'Helvétius et l'*Encyclopédie* est manifeste⁷¹.

69. Article PARLEMENTAIRE, s. m. (*Gram. & Hist.*), ENC, t. XII, p. 69. J. Lough estime que cet article anonyme est probablement de Diderot (art. cit., p. 141).

Par ailleurs, le tome XII de l'*Encyclopédie* commence par l'article PARLEMENT (*Hist. anc. & mod. & Jurisprud.*). Cet emplacement de l'article serait-il un simple hasard, ou l'expression d'un soutien ? L'auteur, Boucher d'Argis, ne mentionne pas le nom de Le Paige, pourtant il cite amplement ses *Lettres historiques*. De plus, dans la section PARLEMENT DE PARIS qui occupe 35 pages, il affirme que celui-ci est « aussi ancien que la monarchie, & qu'il tire son origine des assemblées de la nation » (ENC, t. XII, p. 1) ; que « conseil du roi », le parlement est « toujours la cour du roi & la cour des pairs » (p. 2). Il s'agit évidemment des idées qui soutendent les prétentions politiques des magistrats. Surtout, la dernière idée est constamment avancée par Le Paige.

70. J. Lough, art. cit., p. 144.

71. Pour ce qui concerne la période 1757-1759, voir J. Le Gras, *op. cit.*, p. 105-135 ; P. Grosclaude, *op. cit.*, p. 81-95 ; J. Proust, *L'Encyclopédie*, 1965, p. 59-66. Pour l'affaire *De l'esprit*, voir D. W. Smith, *Helvétius : A Study in Persecution*, Oxford, Clarendon Press, 1965.

Le 23 janvier 1759, peut-être « pour se donner des airs de défenseur attitré de la foi et des mœurs »⁷², le Parlement, toutes Chambres assemblées, « cite à sa barre » huit ouvrages subversifs : *De l'esprit*, l'*Encyclopédie* et six autres livres de moindre importance dont un *Almanach des Esprits forts*, ou les *Étrennes aux Esprits forts*, qui est en fait une édition revue des *Pensées philosophiques*⁷³. Le procureur général Omer Joly de Fleury y prononce un réquisitoire accablant contre ces ouvrages impies et licencieux. L'*Encyclopédie* y occupe une place de choix. Il insinue habilement l'idée de l'existence d'une société secrète : « Peut-on dissimuler qu'il n'y ait un projet conçu, une Société formée pour soutenir le matérialisme, pour détruire la Religion, pour inspirer l'indépendance et nourrir la corruption des mœurs ? ». Après l'analyse de certains articles les plus répréhensibles, il conclut : « Laisser subsister d'aussi monstrueuses erreurs, c'est entr'ouvrir la porte aux scandales de toutes sortes »⁷⁴.

Le 6 février, le Parlement rend son arrêt. L'ouvrage *De l'esprit* et les six autres sont condamnés à être lacérés et brûlés par le bourreau, ordre exécuté quatre jours plus tard. Quant à l'*Encyclopédie*, elle bénéficie d'une certaine indulgence, compte tenu de son indiscutable utilité et de l'enjeu financier. L'examen des sept volumes parus est confié à une commission d'experts : trois théologiens, trois avocats, deux professeurs de philosophie et un membre de l'Académie des Inscriptions. Parmi eux, qui semblent être tous jansénistes, figure Le Paige. Le parti dévot autour de la Reine et du Dauphin considère que cet arrêt est trop bienveillant, peut-être a-t-il bien raison. En tout cas, le parti jésuite et le parti janséniste semblent rivaliser de sévérité contre l'*Encyclopédie*.

Le 8 mars, tombe l'Arrêt du Conseil d'État du Roi⁷⁵. Il révoque le privilège accordé le 21 janvier 1746 et « fait défenses à tous libraires & autres, de vendre, débiter ou autrement distribuer les volumes qui ont déjà paru, & d'en imprimer de nouveaux, à peine de punition exemplaire ». Il a toute l'apparence d'une sentence de mort pour l'entreprise. Mais, selon J. Proust, c'est lui qui l'a sauvée. Rédigé par Malesherbes lui-même et pesé par le chancelier son père, il coupe court à l'action ultérieure du Parlement. Comme J. Proust l'a expliqué : « La révocation du privilège mettait l'*Encyclopédie* hors de l'atteinte légale de ses ennemis, sans pourtant empêcher sa continuation, pour peu qu'on usât bien de la *permission tacite* »⁷⁶. J. Le Gras a constaté la même chose :

72. Michel Antoine, *Louis XV*, Fayard, 1989, p. 778.

73. Madeleine Pinault, *L'Encyclopédie*, PUF, 1993, p. 29.

74. Nous reproduisons le texte cité par P. Grosclaude, *op. cit.*, p. 90. Voir aussi J. Lough, *op. cit.*, p. 299-302.

75. Le texte est reproduit dans DPV, t. V, p. 43-44.

76. J. Proust, *Diderot et l'Encyclopédie*, p. 78-79 ; de même, *L'Encyclopédie*, p. 65.

La suppression de l'*Encyclopédie*, aussi dure qu'elle parut, restait « un mot vide de sens, car tous les exemplaires étaient chez les souscripteurs et on n'espérait pas qu'ils les portassent au greffe ». Ils ne les portèrent pas en effet. L'arrêt du Parlement accordait une prime aux bibliophiles. Les neuf censeurs n'eurent donc « rien à censurer »⁷⁷.

Ces explications n'éclaircissent pas, à notre avis, tous les mobiles de l'action du Parlement. Vu la ténacité avec laquelle ses magistrats et, en particulier, Le Paige pourchassent leurs ennemis, il est peu vraisemblable que l'Arrêt royal et, encore moins, l'absence d'exemplaires portés au greffe aient pu les détourner de leur attaque. Le Parlement, s'il l'avait voulu, aurait pu au moins faire des chicanes sous divers prétextes, bien que, l'arrêt du conseil n'ayant pas besoin d'enregistrement⁷⁸, sa marge de manœuvre fût très limitée. Les parlementaires jansénistes auraient pu aisément trouver et persuader quelques souscripteurs, parmi plus de quatre mille, de porter l'ouvrage au greffe, voire de porter plainte contre les librairies. Quelques-uns parmi eux-mêmes possédaient sans doute ces exemplaires. La stratégie de Malesherbes ne pouvait pas échapper à leur esprit. En bref, s'ils y avaient tenu, ils auraient pu porter un coup plus décisif.

Certes, ce sont les jansénistes qui ont commencé le procès. Le réquisitoire du procureur général s'inspire largement des *Préjugés légitimes contre l'Encyclopédie*, publié en 8 volumes en moins de quatre mois, par Abraham Chaumeix, « janséniste d'une bêtise peu commune » selon la *Correspondance littéraire*. « Bête », parce qu'il n'a pas su distinguer l'ennemi et l'allié ? Cependant, ce sont les parlementaires jansénistes eux-mêmes qui ont accordé une sorte de sursis, en créant la commission dont l'action n'a pas eu de suite. Et ce, même avant l'intervention de Malesherbes. Bien sûr, ils avaient alors d'autres chats à fouetter : les Jésuites. La crainte du parti dévot de la cour était peut-être bien fondée, car, pour lui, le Parlement et l'*Encyclopédie* ont ceci de commun qu'ils contestent l'autorité royale et s'efforcent d'anéantir la Société de Jésus⁷⁹.

Alors, on peut se poser la question : cette « indulgence » du Parlement était-elle intentionnelle et bien calculée ? Quelques articles de Diderot parus dans le tome VIII et les articles politiques du chevalier de Jaucourt⁸⁰,

77. J. Le Gras, *op. cit.*, p. 137. La citation vient de Malesherbes, *Mémoire sur la liberté de la presse*, chap. III.

78. Denis Richet, *La France moderne : l'esprit des institutions*, Flammarion, 1973, p. 30.

79. Selon C. Maire, les *Nouvelles ecclésiastiques* entrent en campagne contre les Jésuites dès le début de 1758. L'attentat contre le roi du Portugal survient le 3 septembre 1758. *Op. cit.*, p. 502.

80. En particulier, les articles LOI FONDAMENTALE (*Droit politique*) et MONARCHIE ABSOLUE (*Gouvernement*).

surtout l'article PARLEMENT où l'ouvrage de Le Paige est largement cité, ne seraient-ils pas non seulement l'expression du soutien des encyclopédistes aux parlementaires, mais aussi une sorte de remerciement pour le service rendu ? Notre intention n'est nullement de donner une vision politicienne et policière des choses. Il faut se garder de céder à la tentation de voir partout des complots, manie qui était très à la mode au XVIII^e siècle. On peut cependant imaginer que les parlementaires, comme les encyclopédistes, ont bien compris qu'il valait mieux se ménager pour concentrer leur force sur leurs ennemis communs, quitte à s'affronter dans le combat final⁸¹.

L'affirmation suivante de Diderot nous semble étayer partiellement notre conjecture :

Les *jesuites* se sont brouillés avec les gens de lettres, au moment où ceux-ci allaient prendre parti pour eux contre leurs implacables & tristes ennemis. Qu'en est-il arrivé ? c'est qu'au lieu de couvrir leur côté faible, on l'a exposé, & qu'on a marqué du doigt aux sombres enthousiastes qui les menaçaient, l'endroit où ils devaient frapper⁸².

Diderot indique clairement qu'il y avait une sorte de coopération. Peut-être a-t-il exagéré le rôle des philosophes dans l'enterrement des Jésuites. Mais, pas autant que D'Alembert qui écrit : « C'est proprement la philosophie qui, par la bouche des magistrats, a porté l'arrêt contre les jésuites, le jansénisme n'en a été que le sollicitateur »⁸³.

Mais notre hypothèse est qu'au-delà de ces considérations de circonstance, il y a des raisons plus profondes, principalement politiques, qui ont permis que ces deux partis, plus particulièrement leurs chefs, marchent côte à côte dans le même front. Avant d'aborder ce sujet, il nous semble loisible d'examiner de plus près la relation entre Diderot et Le Paige.

L'avocat et le philosophe

Rien, de prime abord, ne paraît autoriser que ces deux hommes se rapprochent. L'un est un matérialiste athée, représentant des Lumières, champion de la tolérance ; l'autre est un avocat du Parlement et bailli du Temple, « convulsionniste » fanatique qui soutient et pratique lui-même

81. Effectivement, après l'expulsion des Jésuites, Le Paige revient à la charge contre les philosophes, qui viennent prendre la place des Jésuites. Mais, la remarque suivante de C. Maire mérite l'attention : « leur critique des Lumières, qui exigerait une étude approfondie, est beaucoup plus ambivalente, en réalité, que ce pilonnage [dans les *Nouvelles ecclésiastiques*] ne le laisserait croire au premier abord » (*op. cit.*, p. 521).

82. Article JÉSUITE, DPV, t. VII, p. 475.

83. D'Alembert, *La Destruction des Jésuites* ; t. II, p. 64.

des « secours meurtriers »⁸⁴. Mais, un rapprochement se produira, de façon tout à fait inattendue.

Les deux hommes se connaissent-ils personnellement ? Et si c'était le cas, depuis quand ? Ici, nous sommes dans une absence presque totale d'informations. Les meilleurs biographes de Diderot sont muets sur ce point, ainsi que C. Maire, du côté de Le Paige. A notre connaissance, seul P. Vernière a soupçonné, il y a plus de trente ans, une sorte de contact entre eux. Il a établi, dans son édition des *Œuvres politiques* de Diderot, que dans l'« Essai historique » qui ouvre les *Entretiens avec Catherine II*, le philosophe s'est inspiré des *Lettres historiques* de Le Paige⁸⁵. Cet ouvrage, bien sûr, n'est pas la seule source. En effet, Diderot précise dans la « Récapitulation » : « Quant à la partie historique, je réponds de la vérité. Je l'ai extraite moi-même des actes particuliers et secrets de la magistrature. Peut-être ces actes seront-ils un jour publiés »⁸⁶. Sur ce, P. Vernière s'est demandé : « N'aurait-il pas été en contact avec Lepaige [*sic*], secrétaire et ami du duc de Conti, qui fut le véritable chef d'état-major de la révolte parlementaire ? »⁸⁷. La précision de ses informations force l'admiration. Comme nous le verrons, son soupçon était bien fondé. Malheureusement, cette piste n'a pas été suivie.

Diderot et Le Paige ont le même âge : ils sont nés en 1713, l'année de la bulle *Unigenitus*. L'enfance et la jeunesse du dernier semblent avoir été peu mouvementées, du moins extérieurement. Il prête le serment d'avocat, en juillet 1733⁸⁸. Vers cette date, notre matérialiste, lui, étudiait la théologie⁸⁹. Ensuite, il fait deux années d'apprentissage du métier d'avocat chez François-Clément de Ris, procureur à Paris⁹⁰. Ils auraient pu être confrères du barreau, sans le goût de Diderot pour les lettres. Ils ont assisté tous les deux aux « miracles » opérés autour du tombeau du diacre Pâris, au cimetière Saint-Médard. Surtout, ils ont passé une partie de leur vie dans un milieu géographique bien délimité, axé sur la rue Saint-Jacques, repaire des jansénistes et centre de l'imprimerie. Même s'ils ne se connaissent pas

84. Sur la notion et ses pratiques, voir Maire, *Les Convulsionnaires de Saint-Médard*, p. 140-149.

85. Le Paige, *Lettres historiques sur les fonctions essentielles du Parlement, sur le droit des pairs et sur les lois fondamentales du royaume*, Amsterdam, 1753-1754, 2 vol. Pour la bibliographie de Le Paige, nous renvoyons à C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 679-691.

86. *Entretiens avec Catherine II*, ch. I, « Essai historique sur la police de la France depuis son origine jusqu'à son extinction actuelle », *O. Pol.*, p. 255.

87. *Ibid.*, note 1.

88. C. Maire, *op. cit.*, p. 409.

89. Blake T. Hanna, « Diderot théologien », *Revue d'Histoire Littéraire de la France*, janvier-février 1978, p. 19-35.

90. Arthur M. Wilson, *Diderot, sa vie et son œuvre*, p. 24-25 ; L. Wersini, *Denis Diderot, alias Frère Tonpla*, p. 28.

personnellement, dès le milieu des années 1750 leurs noms étaient sûrement familiers l'un à l'autre. Il est improbable que Diderot n'ait pas entendu parler de l'auteur des célèbres *Lettres historiques* de qui allait dépendre, dans une certaine mesure, l'avenir de l'*Encyclopédie*. Il l'est encore plus que ce dernier ignorât la réputation, sulfureuse, de l'encyclopédiste. Ce qui est sûr, c'est que vers le début des années 1760, Diderot savait en gros qui était ce personnage. Le nom de l'avocat figure deux fois dans le récit de deux séances de convulsionnaires, fait par Du Doyer de Gastel et publié, « vraisemblablement par les soins de Diderot »⁹¹, dans la *Correspondance littéraire* de mars 1760 et avril 1761. Dans les premières « Conversations », nous lisons ceci :

Hé bien ! nous avons une sœur qui avale de la cendre, du tabac et des excréments délayés dans du vinaigre, et elle rend du lait... — Je le sais, lui dis-je, et on voit plusieurs fioles de ce lait chez M. Le Paige, avocat, un de ceux que le Parlement a choisi pour examiner l'*Encyclopédie*⁹².

L'essentiel de l'information est réuni : il s'agit d'un avocat janséniste, proche des convulsionnaires et, de surcroît, un des censeurs désignés par le Parlement. L'autre fait rapporté est plus accablant, car ce serait un fanatique dont le zèle aurait conduit sa femme à la mort :

M. Le Paige, avocat au Parlement, a donné un bon nombre de coups de bûche à sa femme, deux ou trois jours avant qu'elle accouchât. Elle ne mourut pas sur-le-champ, mais bien huit jours après son accouchement. Le P. Cottu dit : « Elle accoucha fort heureusement, cela ne lui fit point de mal ; il est vrai qu'elle mourut huit jours après, etc. »⁹³.

En somme, rien chez ce personnage ne semble pouvoir attirer la sympathie du philosophe. Mais, c'est le contraire qui a eu lieu. Le 30 mars 1769, Diderot écrit à Falconet :

Mais vous ne me répondez point sur le compte de M. Le Paige. Ce M. Le Paige n'est pourtant pas un homme d'un mérite ordinaire. En voulez-vous ? N'en voulez-vous point ? Il me semble que dans les circonstances présentes, ses connaissances et ses talents devraient le faire désirer. Je crois, mon ami, qu'il y a des hommes, et même des hommes rares en Russie ; je crois même qu'il y en a au fond des forêts des Abenakis ou des huttes des Hottentots. Mais des hommes instruits, éclairés, cultivés, c'est autre chose.

91. R. Lewinter, « Introduction » au *Dossier des convulsionnaires*, LEW, t. IV, p. 764.

92. « Conservations avec M. de La Barre et journée du vendredi saint 1760 par M. du Doyer de Gastel », *loc. cit.*, p. 766-767.

93. « Miracles du jour de la Saint-Jean, 1759, par M. Du Doyer de Gastel », *loc. cit.*, p. 788.

Ce père Cottu était l'un des principaux administrateurs des « secours meurtriers ». Il organisait les cérémonies dans le quartier du Temple, c'est-à-dire sous la protection du bailli, Le Paige. C. Maire, *Les Convulsionnaires*, p. 148-149.

Ce ne sont pas des arbres que je vous propose, ce sont des jardiniers. Il y a des arbres partout⁹⁴.

Quelle lettre de recommandation pourrait être aussi élogieuse ? Or, ce genre de lettre ne s'écrit, en général, que sur la demande de la personne intéressée. On peut penser, par conséquent, que vers cette date, un contact plus ou moins direct a eu lieu entre l'avocat et l'encyclopédiste. Le texte de la lettre laisse supposer d'ailleurs que ce n'est pas la première fois qu'il parle en faveur de Le Paige. Mais, comment le contact s'est-il établi ? G. Roth rapporte à ce sujet une lettre de d'Holbach :

Voulez-vous bien vous charger de dire [au marquis Beccaria] qu'à sa sollicitation, Mr. Diderot s'est fort intéressé pour M. de Pège ? Il espère lui trouver de l'emploi en Russie, car pour le Danemark, il a été impossible de réussir⁹⁵.

C'est donc Cesare Beccaria qui est intervenu auprès de Diderot en faveur de Le Paige. Nous ne savons pas si ce fut à la demande expresse de l'intéressé ou à son insu. Nous ne savons pas non plus si le philosophe et l'avocat se connaissaient avant cette intervention du juriste italien. La lettre du baron laisse penser que cet intérêt était plutôt récent. Nous savons seulement qu'ils avaient un ami commun : Sartine, qui fut nommé lieutenant de police, à la fin de l'année 1759, avec charge spéciale de veiller à l'exécution des règlements concernant la Librairie⁹⁶. On sait d'ailleurs que c'est sur la demande de Sartine que Diderot est devenu le « censeur » de l'ouvrage de Le Mercier de La Rivière⁹⁷, et qu'il a contribué au voyage de l'économiste en Russie⁹⁸. L'auteur de *L'Ordre naturel* était, d'autre part, conseiller au Parlement de Paris. Il y a donc une certaine analogie entre les deux affaires. Mais, cette fois-ci, le projet de Diderot ne réussira pas, pour des raisons qui nous sont inconnues. Sans doute, Le Paige aurait-il préféré se battre sur place, comme l'a toujours fait Diderot.

Si Le Paige a pensé un moment à l'exil, la menace a dû peser très lourd sur lui. Après la fameuse séance dite de la « Flagellation » du 3 mars

94. « Lettre à Falconet, le 30 mars 1769 », LEW, t. VIII, p. 840. R. Lewinter, comme G. Roth, écrit « Le Pège », tout en notant que Diderot a bien nommé « Le Paige ». Cette erreur est corrigée par L. Versini, LV, t. V, p. 939.

95. « Lettre de d'Holbach », du 6 mars à un voyageur non identifié qui se rend en Italie [le marquis de Bernardo Tannuci ?], CORR, t. XI, p. 44.

96. J. Le Gras, *op. cit.*, p. 138.

C. Maire confirme l'amitié entre Sartine et Le Paige, *op. cit.*, p. 418, de même que M. Antoine, *Louis XV*, p. 968.

97. « Lettre à Falconet, le 6 septembre 1768 », LEW, t. VII, p. 731. On peut lire l'analyse élogieuse que Diderot fait de *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* dans une *Lettre à Damilaville*, juin ou juillet 1767, LEW, t. VII, p. 528-532.

98. A. Wilson, *op. cit.*, p. 431.

1766, les parlementaires étaient dans une situation peu confortable. Cette fois-ci, le roi est fermement résolu à mettre fin aux prétentions politiques du Parlement. En septembre 1768, Maupeou est nommé chancelier. Le bailli du Temple, s'il n'est pas un haut fonctionnaire de l'État, est relativement bien protégé des péripéties de la vie politique, puisqu'il bénéficie d'une juridiction indépendante⁹⁹.

Quoi qu'il en soit, la lettre que nous avons lue témoigne de l'estime de Diderot. Et aussi de la confiance de Le Paige, si ce dernier avait effectivement voulu que le philosophe lui trouvât un refuge. Confiance réaffirmée, si c'était chez l'avocat que Diderot consultait les archives des parlementaires. Comment ont-ils pu s'attirer l'un à l'autre un tel degré d'estime et de confiance ? Il faut dire que la conjoncture était encore une fois favorable à l'alliance des deux hommes. Ils ont encore deux ennemis communs : le clergé et le despotisme du gouvernement. Dans les *Actes de l'Assemblée du clergé de France* de 1765, les évêques condamnent d'une part l'*Encyclopédie* et divers ouvrages des philosophes et, d'autre part, réaffirment la souveraineté entière de la puissance spirituelle et protestent contre l'empiétement des cours séculières sur leurs droits¹⁰⁰. Cela provoque la publication d'une série de traités gallicans, « significativement émancipés du cadre de la querelle janséniste »¹⁰¹. Pour Le Paige, l'épiscopat a pris la relève de la Compagnie de Jésus : « Les *Actes de l'Assemblée* ne tendent à rien moins qu'à faire une révolution universelle dans l'Église de France et qu'à tout embraser dans l'État : une guerre déclarée par le sacerdoce contre l'Empire »¹⁰². Diderot, qui écrira un texte d'un violent anticléricalisme, connu sous le titre du *Discours d'un philosophe à un roi*¹⁰³, a dû accueillir avec plaisir cette poussée du gallicanisme parlementaire. Quant à la volonté du roi d'affirmer son pouvoir absolu, elle se concrétise par une série de décisions prises par Maupeou, qui aboutit à la dissolution du Parlement de janvier 1771 et à l'instauration du nouveau Parlement en avril¹⁰⁴. Le Paige continue à jouer un rôle important, mais il n'est plus le seul et son action n'aura pas le même succès que dans le passé. Le jugement du philosophe sur le « coup d'état » de Maupeou, qu'il surnomme « hommes pervers », est bien connu¹⁰⁵.

99. C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 657, note 33.

100. *Ibid.*, p. 524.

101. *Ibid.*, p. 526.

102. Le Paige, *Observations sur les Actes de l'Assemblée du clergé de 1765*, s.l.n.d., p. 1. Texte cité par C. Maire, *op. cit.*, p. 528.

103. *O. Pol.*, p. 483-484 ; LV, t. III, p. 641-643.

104. J. Egret, *op. cit.*, p. 177-189.

105. « Essai historique sur la police de la France », § 36-40, *O. Pol.*, p. 248-254.

Rien ne prouve qu'ils ont effectivement mené leurs combats en concertation. Mais, le moins qu'on puisse dire, est qu'ils ont bien compris la position de chacun. Et leurs idées politiques présentent, malgré la différence fondamentale de leurs philosophies premières, une similitude suffisamment marquée pour qu'ils se regardent plutôt comme alliés que comme ennemis. Nous avons vu comment Diderot avait exprimé son soutien à la cause parlementaire dans les articles du tome VIII, mais cette position avait déjà été prise et clairement formulée dès le premier tome, précisément dans l'article *AUTORITÉ POLITIQUE*. C'est ce que nous tenterons de montrer dans la seconde partie de cet article.

Young-Mock LEE

